

Communiqué du Conseil Syndical des 14, 15, 16 et 17 juin 2010

Le Conseil Syndical de F.O.-DGFIP se félicite de la très forte mobilisation des salariés du privé et du public lors de la manifestation nationale organisée par FORCE OUVRIÈRE à Paris le 15 juin 2010.

Réforme des retraites

Pour F.O.-DGFIP, le plan gouvernemental sur les retraites annoncé le 16 juin est une attaque frontale contre les salariés et constitue une régression sociale sans précédent. Les mesures présentées sont socialement injustes et économiquement inefficaces.

Sous couvert d'une contre-réforme visant à assurer le financement des retraites à l'horizon 2020, le gouvernement met en place un véritable plan d'austérité dont le seul but est de faire payer la crise et la réduction des déficits publics aux seuls salariés.

Le Syndicat F.O.-DGFIP s'inscrit dans l'action de la Confédération FORCE OUVRIÈRE qui appelle au retrait du plan gouvernemental sur les retraites. Il rappelle ses revendications :

- Préservation du droit à la retraite à 60 ans
- Blocage de tout allongement de la durée de cotisation
- Sauvegarde du système solidaire de la répartition
- Maintien des dispositions actuelles du code des pensions
- Revalorisation des pensions

Situation de la DGFIP

S'agissant de la DGFIP, le Conseil Syndical condamne la fusion et ses effets découlant de la RGPP : services en danger, missions menacées, agents à bout.

F.O.-DGFIP rejette la politique dogmatique de suppressions d'emplois dans le cadre des plans pluriannuels dont le gouvernement vient d'annoncer la poursuite.

Il dénonce :

- l'abandon des agents des postes et des services face aux dysfonctionnements des applications informatiques (Hélios, Chorus, Gespro...), les laissant seuls gérer les difficultés avec les ordinateurs, les fournisseurs, les contribuables et les usagers,
- la destruction des emplois et des services, la dégradation de la technicité et du savoir-faire, l'adaptation perpétuelle aux multiples changements aboutissant à une perte de repères,
- une pression hiérarchique croissante, la dictature des objectifs et des indicateurs qui exaspèrent les personnels et qui amènent fréquemment stress, mal-être et souffrance au travail pouvant conduire à l'irréparable.

F.O.-DGFIP revendique la création des emplois statutaires nécessaires au fonctionnement des services, à l'exercice normal des missions et au maintien du maillage territorial du réseau et des services. Dans le cadre de la discussion qui s'ouvre, F.O.-DGFIP exige de nouvelles règles de gestion garantissant une harmonisation par le haut et le respect des droits des agents.

F.O.-DGFIP appelle tous les agents à amplifier le rapport de force afin de faire reculer le Gouvernement.

Paris, le 17 juin 2010